

# Sommet mondial sur l'alimentation à Rome

## Partage international n° [101](#) - Février 1997

Le Sommet mondial sur l'alimentation qui s'est tenu à Rome sous l'égide de la F.A.O. a rassemblé des représentants de 186 pays, dont 86 chefs d'Etat.

La Déclaration et le Plan d'action issus de cette conférence affirment la nécessité d'un effort constant pour « réduire de moitié le nombre de personnes (actuellement huit cents millions) souffrant de malnutrition, à l'horizon 2015 ».

Le président cubain Fidel Castro a cependant qualifié de « honteuse » la modestie de cet objectif. Au cours de ce sommet, il n'a été décidé d'affecter aucun financement supplémentaire, aucune ressource nouvelle à la lutte contre la faim. L'accent a principalement été mis sur le rôle du marché libre pour fournir les incitations et les capitaux nécessaires à l'expansion de l'agriculture. La Déclaration précise d'ailleurs qu'il incombe à chaque gouvernement de décider des actions à mener pour assurer la sécurité alimentaire de son pays. L'un des représentants américains, Neil Gallagher, a même déclaré : « Les pays qui ne disposent pas de l'autonomie alimentaire feraient bien d'avoir quelque chose à produire, comme des radios, pour pouvoir les vendre. » Les Etats-Unis ont bloqué l'adoption d'une résolution dont l'objectif était d'amener les pays à consacrer 0,7 % de leur Produit national brut à l'aide au développement.

Les Etats-Unis ont également engagé une

controverse à propos de l'une des affirmations proclamées lors de ce sommet, portant sur le « droit de chacun d'avoir accès à une alimentation saine et nutritive ». Les diplomates américains craignaient que la reconnaissance de ce « droit alimentaire » puisse amener certains pays sous développés à engager des actions en justice afin de recevoir une aide et obtenir des conditions avantageuses dans leurs transactions commerciales. De ce fait, bien que le droit alimentaire soit mentionné dans la déclaration finale, un paragraphe a été ajouté pour préciser que ce droit devra être clarifié ultérieurement.

Les organisations non gouvernementales qui se sont réunies à Rome en marge de ce sommet ont exprimé leur désaccord avec la Déclaration et le Plan d'actions. Lors de la séance de clôture, l'un de leurs porte paroles, le camerounais Jeanot Minla Mfou'ou, a déclaré que le monde devait choisir entre « le profit d'une minorité, ou la nourriture pour tous ».

« L'alimentation constitue un droit fondamental et indiscutable pour tous les hommes », a-t-il affirmé.

Dans son allocution, le Pape a également estimé que « nous devons rechercher ensemble les solutions afin qu'il n'y ait plus d'hommes souffrant de malnutrition côtoyant ceux qui vivent dans l'opulence. Ce contraste entre la pauvreté et la richesse est intolérable pour l'humanité ».

**Lieu :** Rome,

**Sources :** The Earth Time; San Francisco Chronicle New Service, E.-U

**Thématiques :** [Sciences et santé](#), [Société](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()